

Vol. 28 n°36 Edmonton, semaine du 7 au 13 octobre 1994 12 pages 60¢

Nouvelle chronique sur la langue française

À lire en page 3

Du théâtre pour enfants

À lire en page 6

• *«Écoute ton coeur»*

Pour prévenir la toxicomanie chez les enfants

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON — «Si on habitue les jeunes à faire des choix et à évaluer les conséquences de leurs choix, ils seront en mesure de faire face aux drogues, aux cigarettes et à l'alcool», lance Ghislaine Lavergne, administratrice de programmes au Language Services Branch du ministère de l'Éducation.

Le ministère de l'Éducation lancera officiellement le programme «Écoute ton coeur» au Rond-Point 94, l'assemblée annuelle de l'ACFA qui aura lieu à Edmonton les 14, 15 et 16 octobre.

«Les influences — positives et négatives — sont constantes dans un groupe de pairs et les enfants doivent apprendre à les identifier avant d'utiliser des tactiques de résistance», explique-t-elle. Une série de six vidéos a été tournée par Santé et Bien-être social Canada, en collaboration avec tous les ministères provinciaux de l'Éducation, pour utilisation en classe. Trois autres vidéos ont été tournés pour sensibiliser les familles. «Écoute ton coeur» est un programme de prévention de la toxicomanie chez les jeunes de 6 à 10 ans.

Les vidéos parlent très souvent indirectement du problème de la toxicomanie. «C'est pour aider le jeune à prendre des décisions éclairées face à la pression qui l'entoure provenant des médias, de sa famille et de ses amis, explique Ghislaine Lavergne. Une bonne estime de soi [par exemple] est un facteur déterminant dans la capacité d'un jeune à résister à la consommation de cigarettes, de drogues et d'alcool.»

Quatre sessions d'implantation dans différents endroits de la province sont organisées pour le mois de novembre. Les délégués des conseils scolaires recevront une trousse avec les vidéos et des cahiers pédagogiques. Un plan d'action sera aussi élaboré pour aider les enseignants intégrer ce matériel à l'enseignement qui se fait à l'école.

L'administratrice explique que l'attitude face à la consommation de l'alcool et des drogues se forme très tôt chez l'enfant. «Il y a des jeunes qui consomment dès l'enfance, raconte-t-elle, et c'est même très commun.»

Selon Mme Lavergne, les parents ont un rôle très important à jouer dans la prévention de la toxicomanie chez les jeunes. «C'est comme le petit bébé qui voudra téter la bouteille de bière de son père ou de sa mère. On trouve ça drôle s'il y goûte: c'est comme ça qu'on commence sans s'en rendre compte. Ou si on laisse traîner de l'alcool. C'est l'exemple qu'on donne à nos jeunes, par ce qu'on vit et par ce qu'on fait, qui est déterminant.»

Ghislaine Lavergne explique que ce type de sujet ne serait habituellement pas une préoccupation du ministère de l'Éducation.

«C'est un sujet qui est souvent mis à l'écart parce qu'il y a d'autres priorités — les mathématiques, etc. Mais ces questions de santé et de formation face à la consommation sont tellement importantes.»

Si les murs pouvaient parler...

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — La résidence de la Faculté Saint-Jean est vieille de plus de 80 ans. Aujourd'hui, ses murs, s'ils pouvaient parler, raconteraient comment la langue française, au fil des ans, a été un pilier pour tous les étudiants et tous les pensionnaires qui y ont un jour habité. Ils rappelleraient aussi comment le frère Antoine a marqué la vie du Juniorat. Et c'est pour s'assurer que ces pages d'histoire demeureront à jamais que la Faculté Saint-Jean et un groupe d'étudiants, les Copains de la résidence, tentent de convaincre l'Université de l'Alberta de rénover le vieux bâtiment.



La Résidence de la Faculté Saint-Jean

Voici la carte postale imprimée pour la campagne de sensibilisation des Copains de la résidence.

C'est que la résidence ne sera plus habitable à partir de 1997 car elle ne répond plus aux normes du bâtiment ni au code de sécurité de la province en matière de protection des incendies. *Housing and Food Services*, un service quasi autonome de l'université responsable de la gestion de la résidence, envisage donc différentes solutions dont la rénovation à vocation résidentielle, la rénovation à vocation administrative, la fermeture complète et la construction d'un tout nouvel édifice.

Les Copains de la résidence — le groupe comprend déjà quelque 80 membres — ont donc

suite à la page 2

Mary Moreau défend les Franco-Colombiens

CAROLE THIBEAULT et APF

EDMONTON — L'avocate constitutionnelle franco-albertaine Mary Moreau défend à nouveau une cause judiciaire pour obtenir la gestion scolaire, cette fois-ci en faveur des parents francophones de la Colombie-Britannique.

Rappelons que maître Moreau a également défendu les parents de l'Alberta dans la cause Mahé-Bugnet dont le jugement a été rendu par la Cour suprême du Canada en 1990. «Ces causes-là, je les ai à coeur, confie-t-elle. Si les négociations ne fonctionnent pas, c'est nécessaire d'obtenir un jugement en notre faveur et je suis très intéressée à continuer à travailler pour m'assurer que les dispositions de la Charte à l'endroit des francophones soient respectées».



Photo: Carole Thibeault
Mary Moreau

Les parents franco-colombiens réclament la création d'une commission scolaire provinviale desservant le grand Vancouver et Victoria ainsi que la vallée du Fraser. Il y a quatre ans, ces parents avaient décidé de mettre de côté les prodédures légales dans le but de négocier avec le gouvernement de la Colombie-Britannique. C'était à l'époque du jugement dans l'affaire Mahé.

Ils ont donc joué le jeu de la négociation durant tout ce temps, sans résultat. Maintenant, le gouvernement ne veut plus amender sa loi scolaire.

En plus de réactiver la poursuite initiée en 1989, les parents ont déposé une réclamation de 4 millions de dollars, pour les dommages entraînés par le défaut du gouvernement d'honorer ses obligations constitutionnelles. Cette somme serait placée dans un fonds de fiducie et financerait des programmes visant à remédier à l'érosion linguistique et culturelle des francophones.

Selon Mary Moreau, le procès devrait se tenir au cours de la prochaine année. Si le jugement est en faveur des parents, elle explique qu'il est fort probable que le gouvernement de la Colombie-Britannique désire en appeler de la décision. La cause pourrait même se rendre de nouveau en Cour suprême du Canada. «Ça risque d'être très long», conclut-elle.

Remaniements en vue au syndicat des enseignants

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON — Les changements apportés au système scolaire albertain, dont la création de conseils scolaires francophones et la fusion de bon nombre de conseils scolaires anglophones, oblige le syndicat des enseignants, l'*Alberta Teachers' Association*, à se restructurer. La création d'une nouvelle unité syndicale qui regrouperait tout le personnel enseignant des trois conseils scolaires francophones est présentement à l'étude.

Des représentants de l'ATA ont rencontré les enseignants des trois conseils scolaires francophones. Noël Gour, adjoint exécutif à l'ATA, explique que puisque ces enseignants travaillent maintenant pour de nouveaux employeurs (les conseils scolaires francophones), ils doivent décider comment ils veulent procéder. C'est le syndicat qui négocie tous les contrats de travail. Il est divisé en unités de négociation.

L'ATA doit aussi réagir au fusionnement d'un grand nombre de conseils scolaires proposé par le ministère de l'Éducation. «C'est un vrai boulot et il faut le faire avant le 1er janvier», lance-t-il. Quelques conseils scolaires ont fusionné pour le 1er septembre, mais la presque totalité des changements sont en vue pour le jour de l'An. Noël Gour explique que cela est nécessaire pour que tout soit en place pour les prochaines élections scolaires qui sont prévues pour l'an prochain.

Si les murs pouvaient parler...

suite de la page 1

profité de l'inauguration de la réplique de la chambre du frère Antoine pour lancer leur campagne de sensibilisation et ce, à l'échelle de la province. Julia Rhéaume, la présidente, invite tous ceux qui sont intéressés à conserver le vieil édifice à envoyer une carte postale au directeur de *Housing and Food Services*, David Bruch. Les gens d'Edmonton peuvent même se procurer une carte postale avec la photographie de la résidence aux bureaux administratifs de la Faculté Saint-Jean.

Julia Rhéaume est également l'auteure d'un livre souvenir racontant la vie à l'époque du Juniorat. L'achat de ce livre permettra aux Copains de créer un «fonds de défense» de la résidence. Les dons sont également bienvenus.

Selon la présidente, il est important de sauvegarder l'un des plus vieux édifices de la province. Pour les anciens, c'est le souvenir d'une institution d'enseignement où le français a toujours été vivant. Pour les plus jeunes, c'est un endroit où il fait bon vivre. «C'est unique! lance Julia Rhéaume. Ceux qui ont habité le Lister Hall [résidence du campus principal de l'université] savent comment les chambres sont petites et toutes pareilles. Ici, les chambres sont toutes différentes. Il y a une ambiance créée par l'âge.»

Tous ceux qui le désirent peuvent envoyer une carte postale aux Copains de la résidence qui se chargeront eux-mêmes d'acheminer le courrier à son destinataire. L'adresse est la suivante: M. David Bruch, 8535 - 80e Avenue, Edmonton (AB), T6C OT2.

La chambre du frère Antoine

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — Des gens de toutes les générations, laïques ou religieux, se sont réunis dans la vieille chapelle de la résidence Saint-Jean, le 30 septembre, pour inaugurer la réplique de la chambre du frère Antoine, Oblat de Marie Immaculée dont la canonisation est présentement à l'étude à Rome. Originaire de Pologne, Antoine Kowalczyk a vécu les 32 dernières années de sa vie au Juniorat Saint-Jean.



Photo: Carole Thibeault
De nombreux religieux dont sr Catherine Bugeaud (au centre) ont assisté à l'inauguration de la réplique de la chambre du frère Antoine.

Pour les nombreux religieux présents à la cérémonie, c'était l'occasion de se remémorer les bienfaits d'un homme qu'on considère comme un saint. «C'était un homme humble, un homme simple, un amoureux de la Sainte Vierge», se rappelle soeur Catherine Bugeaud de la congrégation des Soeurs de la Charité de Notre-Dame d'Evron. Cette dernière a d'ailleurs été demandée à plusieurs reprises pour témoigner en faveur de la canonisation du frère Antoine. Elle dit l'avoir très bien connu et même soigné.

La réplique a été recréée dans la chambre originale du frère Antoine qui se trouve au sous-sol de la résidence. On a dû repeindre les murs et trouver de vieux meubles et même d'anciennes statues. Selon Jean-Antoine Bour, doyen de la Faculté Saint-Jean, la chambre représente un autre moyen de raviver l'histoire. Il la considère même comme un lieu historique, un lieu à visiter. «C'est un lieu où un homme extraordinaire a passé 32 ans à servir», ajoute-t-il.



Collection oblate, Edmonton, Archives provinciales de l'Alberta, photo OB 4327.

Le père André Daridon avec ses étudiants du Juniorat Saint-Jean, 1908. Le Juniorat Saint-Jean préparait à la vie sacerdotale et religieuse les jeunes gens désirant entrer dans la Congrégation des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée. Les études des premiers élèves consistaient surtout en cours de latin sous la direction du Père André Daridon. Le Juniorat est devenu ensuite un Collège puis une Faculté appartenant à l'Université de l'Alberta (Edmonton). Les buts de l'institution ont changé au cours des années.



Cette chronique est préparée par Claude Roberto des Archives provinciales.

• *L'Association des conseils scolaires et de coordination de l'Alberta*

Les conseils préparent un plan stratégique

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON—Les conseillers scolaires francophones de l'Alberta se sont rencontrés à Edmonton pour se doter d'une mission commune et pour fonder officiellement l'Association des conseils scolaires et de coordination de l'Alberta.

Laura Noël, présidente de l'Association, estime que ce colloque a permis aux conseillers de reconnaître la nécessité de former une association provinciale. Pour sa part, le président du Conseil scolaire francophone du nord-ouest, Jean Bergeron, est d'avis que l'association brisera l'isolement des différentes communautés francophones et évitera le dédoublement. Les conseils veulent, par exemple, voir s'il y a moyen de partager des ressources humaines spécialisées. «L'association nous offre un réseau de communication et de concertation qui est nécessaire pour notre communauté», explique-t-il.

Le recrutement de nouveaux élèves est prioritaire pour les conseils scolaires francophones. «On n'a pas le tiers des francophones dans les programmes français [du conseil scolaire du nord-ouest], avoue Jean Bergeron. Le recrutement est absolument nécessaire. La concertation dans les domaines du recrutement, de la sensibilisation et de la promotion des écoles, c'est quelque chose que l'association peut faire dès maintenant pour aider ses membres.»

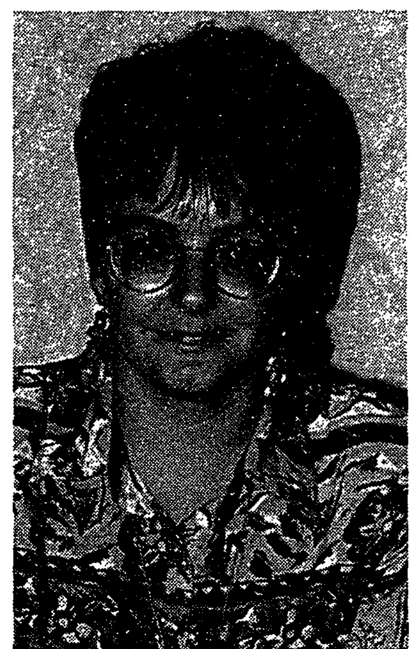


Photo: Michel Bouchard

Laura Noël

Jean Bergeron estime qu'il y a beaucoup de travail à faire et qu'il reste toujours à démontrer les bienfaits des programmes français. «On a un produit à vendre et il faut avoir des preuves concrètes des avantages des écoles françaises, lance-t-il. Les parents veulent savoir qu'est-ce que ça veut dire pour leurs enfants: est-ce qu'ils réussiront aussi bien au postsecondaire et est-ce qu'ils auront de meilleures chances de succès une fois sur le marché du travail? C'est ça le *bottom line*. C'est bien beau de dire qu'il y a des écoles françaises et que c'est bon pour la culture, mais c'est plus que ça.»

Le président du Conseil scolaire du nord-ouest estime que des études scientifiques sont nécessaires pour mettre au clair les avantages et les désavantages des différents systèmes scolaires et cela, dans le contexte albertain. «La décision d'envoyer son enfant à une école française doit être basée sur des faits et non seulement sur des raisons émotives.»

Laura Noël estime que cette fin de semaine a permis à tous les participants de s'exprimer et de partager leur point de vue sans gêne et sans crainte d'être jugé. Les conseillers ont établi les buts stratégiques de l'association et lui ont donné une raison d'être, explique-t-elle. Conrad LeBlanc, a été embauché à titre de *facilitateur* pour ce colloque. D'ici quelques semaines, M. LeBlanc remettra son rapport préliminaire à l'association. «Ce n'est pas qu'un plan stratégique qui ramassera de la poussière, lance Conrad LeBlanc. Pour chaque but stratégique, l'association se sera donné des objectifs très spécifiques pour l'année qui vient.»

Yvon Mahé au ministère de l'Éducation



Photo: Carole Thibeault

Yvon Mahé

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON—Yvon Mahé a été nommé directeur adjoint au *Language Services Branch* du ministère de l'Éducation albertain. Ex-directeur général adjoint du nouveau Conseil régional francophone du nord-ouest, M. Mahé aura désormais la responsabilité de veiller à l'élaboration de programmes qui répondent davantage aux besoins des élèves et des enseignants des écoles francophones de la province.

Bien qu'il avoue que ce changement n'était pas prévu dans son plan de carrière, Yvon Mahé est heureux de continuer à travailler à l'amélioration de l'éducation française. Maintenant que la gestion scolaire est acquise, il faut, selon lui, «assurer l'intégration des besoins éducatifs, culturels et linguistiques des élèves dans la programmation» et prendre en considération «leur dimension du vécu psychologique et sociologique ainsi que de leur identité».

Philippe Lamoureux, directeur général du Conseil régional francophone du nord-ouest, cumulera les deux fonctions en attendant que l'on trouve un nouveau directeur général adjoint dans la région de Rivière-la-Paix.

Sur le bout de la langue

Annie Bourret (APF)

Mieux vaut **tourner la langue sept fois dans sa bouche avant de parler**, dit le proverbe. Sinon on pourrait bien **s'en mordre la langue!** C'est vrai que la prudence évite de regretter d'avoir trop parlé. Comme quoi il faut se retenir de parler et, mieux encore, **savoir tenir sa langue**. Difficile à faire pour les francophones. On compte tellement d'expressions avec le mot langue en français, qu'on pourrait traiter les francophones de...**grand-langues!**

Les **mauvaises langues** aiment nous faire **passer par les langues**, une expression acadienne qui veut dire «faire parler en mal de soi», de même que **être dans les langues**. Les gens qui aiment mémérer méchamment, on les appelle aussi des **langues de vipères** et même **des langues raides** (à cause de la fatigue?). Rien à craindre si vous **n'avez pas la langue dans votre poche**, vous saurez répondre aux mauvaises langues à temps et avec de l'esprit.

En français, on admire les gens qui ont **la langue bien pendue**, qui s'expriment facilement et beaucoup. Ça n'est pas donné à tout le monde. Mais nous avons tous connu la gêne d'**avoir la langue qui fourche**, à ne pas confondre avec **une langue fourchue**. Quand la langue fourche, elle se trompe de mots, elle s'enfarge. La langue fourchue, elle, raconte des mensonges, comme **la langue de serpent**, dont elle se rapproche par la forme.

Si on vous demandait de quand date l'expression du titre, **donneriez-vous votre langue au chat?** Autrefois, c'est aux chiens qu'on donnait sa langue quand on renonçait à trouver une solution ou qu'on avouait son ignorance. Aujourd'hui, on la donne au chat, au Canada comme en France, où on a pourtant des **langues-de-chats** bien différentes, car on les lèche chez nous et on les croque là-bas. La langue-de-chat, ici, c'est la spatule en caoutchouc souple qui racle le plat de pâte à gâteau. En France, c'est un petit biscuit sec.

Le cours de l'histoire change le sens de certaines expressions. Autrefois, par exemple, **tirer la langue** voulait dire avoir très soif. Vous pouvez toujours essayer de tirer la langue aujourd'hui, mais vous aurez peu de succès car les gens n'aiment pas les grimaces. Durant les années 1850, on disait **«Il a avalé sa langue»** quand quelqu'un mourait. De nos jours, ça désigne quelqu'un qui se tait, par timidité ou parce qu'on lui a coupé le sifflet.

Pour en revenir à **sur le bout de la langue**, l'expression ne date pas d'hier: on a eu des mots sur le bout de la langue depuis l'an 1549 au moins. Plus tard, l'expression a désigné tout souvenir vague qu'on voudrait bien retrouver. Aucune parenté avec **parler sur le bout de la langue**, qui n'existe que depuis le XXe siècle, pour les gens qui ont un «seveu» sur la langue.

À tant parler, je commence à avoir la langue comme un bardeau, tellement j'ai soif. Je le savais que j'aurais dû me tourner la langue sept fois dans la bouche...

N.D.L.R.: Cette nouvelle chronique vous reviendra à toutes les deux semaines.

· Billet ·

Une histoire de femmes?

Octobre est, entre autres choses, le mois choisi par la Fondation canadienne du cancer du sein pour sensibiliser la population à sa cause. Cette année seulement, on estime qu'environ 17 000 Canadiennes souffriront de cette maladie. Plus de 5000 en mourront.

Dans la lutte contre le cancer du sein, deux armes sont particulièrement efficaces. La détection précoce est la première. En effet, plus la maladie est diagnostiquée tôt, meilleures sont les chances de rémission. Il est donc crucial que les femmes fassent leur auto-examen. Il est aussi important qu'elles puissent continuer à avoir accès, dans des délais raisonnables, aux mammographies et techniques de diagnostic et ce, en dépit des compressions budgétaires qui frappent le système de santé public.

L'autre outil indispensable, c'est la recherche scientifique. Or, la recherche coûte cher. Pour accroître la part des subventions allouées à la recherche sur le cancer du sein, les femmes ont dû s'organiser et faire des pressions. La création, il y a huit ans, de la Fondation du cancer du sein est une retombée concrète de cette volonté d'action. Le tout a commencé par la réunion de huit femmes déterminées, dans le sous-sol d'une maison de Toronto. Depuis, l'organisation a distribué plus d'un million de dollars tant pour la recherche que pour des programmes d'éducation populaire. À cela s'ajoutent les répercussions des pressions politiques qui, elles, sont difficilement chiffrables.

Un des moyens utilisé par la Fondation est l'organisation d'une course qui aura lieu le 23 octobre dans sept grandes villes canadiennes dont Edmonton et Calgary. On attend 30 000 participants dans l'ensemble du pays. Des commanditaires s'associent à l'événement et aux autres activités organisées au cours du mois d'octobre. Des compagnies comme Regis, Revlon ou Crabtree & Evelyn semblent des partenaires quasi naturels. Après tout, les femmes investissent des fortunes en soins et produits de beauté. Le soutien de sociétés comme la CIBC ou Honda surprend agréablement. Leur participation démontre bien que la «cause» est prise avec de plus en plus de sérieux.

Mais le partenaire le plus étonnant de la Fondation est certainement la Ligue canadienne de football. Des banderoles seront installées dans les stades. On espère aussi que des joueurs prendront part à la course du 23 octobre.

La «CFL» n'est généralement pas perçue comme un bastion du féminisme. Ses gens du marketing se sont associés à la cause parce qu'ils souhaitent que le football soit perçu de plus en plus comme une activité familiale.

De leur côté, les responsables de la Fondation veulent que le cancer du sein soit considéré comme une maladie qui affecte les familles entières et pas seulement comme «un problème de femmes». Au départ, le sida était considéré strictement comme «une maladie d'homosexuels». Le soutien de la communauté artistique et de divers groupes de pression a beaucoup fait pour changer cette perception. Les organisations engagées dans la lutte contre le cancer du sein adoptent des stratégies semblables. Et elles semblent être sur la bonne voie. *Pascale Bréniel*

Courrier des lecteurs

Pourquoi intervenir au Québec?

Cher M. Denis,

À la suite de l'article «Une partie à plusieurs joueurs» (*Le Franco*, semaine du 16 au 22 septembre) où vous avez déclaré que votre association avait l'intention de jouer au gardien de but et d'intervenir auprès des Québécois pour les inciter à demeurer au sein du Canada, je me demande au nom de qui vous vous mandatez d'une telle mission? Étant membre de l'ACFA, je n'ai ni vu, ni entendu parler de consultations auprès des membres qui vous autoriseraient à prendre une telle initiative. J'ai même entendu dire que des présidents régionaux vous ont demandé de ne pas entreprendre de telles démarches. Est-ce seulement une rumeur ou des faits?

Vivant en Alberta depuis 14 ans et entendant souvent l'expression populaire «vous les crisses de Québécois», je vous demande de laisser le Québec faire son chemin et de vous concentrer sur la francophonie albertaine. À mon humble avis, les Québécois n'ont aucunement l'intention de se séparer du reste du Canada. Ils veulent tout simplement apporter des changements à la gestion de leur province. Les élections du 12 septembre dernier n'étaient qu'une première étape, celle de remplacer le gouvernement au pouvoir. La deuxième sera de se redéfinir en tant que société qui se respecte et qui désire assurer la survie de sa culture, de son identité et de sa croissance économique.

N'est-ce pas ce que la communauté albertaine désire elle aussi? Elle attend du leadership à la couleur albertaine et non en fonction des autres provinces. C'est ici que se passe l'action. Il est grand temps de reconnaître qu'un bon nombre de francophones vivant en Alberta se dévouent quotidiennement à revitaliser et *potentialiser* (*empower*) leur foyer et leur communauté dans l'espoir que les gens élus vont les appuyer et les encourager à poursuivre. Ceci dit M. Denis, je vous inviterais à sortir de votre «tour d'ivoire» et à rejoindre la francophonie albertaine dans son vécu et à appuyer cette énergie et ce dynamisme qui s'y trouvent. Osez lui apporter un leadership de soutien et non seulement des actions rhétoriques et politiques.

Cordialement vôtre,
Greg Leblanc

Le Programme de contestation judiciaire en octobre

OTTAWA(APF) — Le ministre du Patrimoine canadien lancera, probablement à la mi-octobre, le nouveau Programme de contestation judiciaire.

Aboli par les conservateurs, ce programme avait notamment permis aux parents francophones de faire reconnaître leurs droits scolaires devant les tribunaux, aux frais du gouvernement fédéral. Les libéraux avaient promis son rétablissement durant la campagne électorale et avaient renouvelé cette promesse dans le premier budget du ministre des Finances.

Une Société, dont le conseil d'administration sera formé de personnes issues des groupes linguistiques et des groupes d'accès à l'égalité, indépendant du gouvernement, gérera le programme. Le fédéral pouvant être l'objet de poursuites de la part de ces groupes, le ministère de la Justice ne pouvait pas

suite à la page 8



Directrice: Pascale Bréniel
Adjointe administrative et responsable de la publicité: Micheline Brault
Journalistes: Carole Thibeault et Michel Bouchard
Graphiste: Linda Lavoie
Correspondant national: Yves Lusignan, Association de la presse francophone

Correspondants régionaux

BONNYVILLE: Lucie Lavoie
CALGARY: Jacques Girard et Alain Bertrand
CENTRALTA: Julie Bouchard-Dallaire et Lucienne Brisson (Saint-Albert)
FORT McMURRAY: Jean-Luc Simard
GRAND-CENTRE: Kathleen Bouchard
JASPER: Marie-Joëlle Driard
LETHBRIDGE: Adjoa Savage
PLAMONDON: Lina Labonté
RIVIÈRE-LA-PAIX: Sophie Savoie (Saint-Isidore) et Noëlla Fillion (Donnelly)
SAINT-PAUL: Jean-François Coulombe et Jean Perron







Le Franco est membre de l'Association de la presse francophone.
Au niveau national, il est représenté par l'agence de publicité OPSCOM.
Il est imprimé par CENTRALWEB Colorpress, à Edmonton.
Courrier de deuxième classe — Enregistrement 1881.
Pour s'abonner, remplir le coupon publié à la fin de ce numéro.
Prière d'adresser toute correspondance comme suit:
Le Franco
8923, 82e Avenue • Edmonton (AB) • T6C 0Z2
Téléphone: (403) 465-6581 • **Télécopieur**: (403) 465-3647



«Et les gagnants sont... »

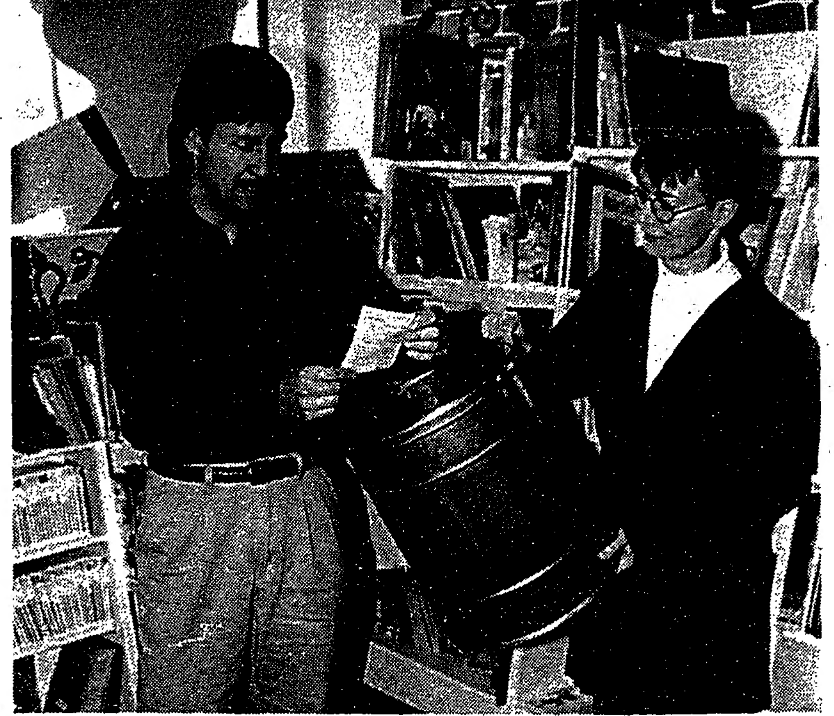


Photo: Michel Bouchard

EDMONTON — 117 jeunes ont participé au concours organisé à l'occasion de la publication de notre *Cahier jeunesse*. Les coupons de participation nous sont parvenus des quatre coins de la province: Calgary, Edmonton, Saint-Albert, Grand Centre, Medley, Cold Lake, Plamondon, Lac la Biche, Fort McMurray et Falher. Les élèves des école Notre-Dame d'Edmonton et Voyageur de Medley ont été particulièrement nombreux à nous écrire. Combien de mains y avait-il dans les pages du *Cahier jeunesse*? La bonne réponse était 14. Le directeur de la Librairie Le Carrefour, Jacques Tremblay, a procédé au tirage.

Les quatre gagnants sont:

Valérie Klikach d'Edmonton
Martin Gratton de Medley
Vincent Mireau d'Edmonton
Jacqueline Desrochers d'Edmonton

Chacun recevra un livret de mots croisés offert par Le Carrefour. Félicitations à nos gagnants et merci à tous les participants.

La réalisation des Cahiers jeunesse a été rendue possible grâce au soutien du Bureau du Québec à Edmonton et du ministère fédéral du Développement des ressources humaines.

• *Une priorité pour la FAFA*

Les aînés victimes de mauvais traitements

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON—La Fédération des aînés francophones s'attaque au problème des mauvais traitements infligés aux personnes âgées. «On lance l'invitation aux aînés de s'informer sur les différentes formes de mauvais traitements qui existent ainsi que les moyens de remédier à ce problème», précise Thérèse Laplante.

La Fédération des aînés francophones de l'Alberta tournera un vidéo lors du Rond-Point, l'assemblée annuelle de l'ACFA qui aura lieu à Edmonton ce mois-ci. La FAFA, en plus d'enregistrer l'atelier qui portera sur cette question, sollicitera des témoignages de la part d'aînés maltraités et victimes d'abus de confiance. Mme Laplante constate que peu de matériel existe en français sur ce sujet. Ce vidéo sera mis à la disposition des aînés et d'intervenants auprès des personnes âgées pour les sensibiliser à ce problème fréquemment ignoré.

«Les aînés, très souvent, sont trop fiers et ne veulent pas admettre qu'ils sont maltraités, explique Mme Laplante. Il y en a d'autres qui ne sont même pas conscients qu'ils sont maltraités.»

Les personnes à risque, selon Mme Laplante, sont les veuves âgées qui se fiaient à leur époux pour gérer les finances familiales. «Elles sont à la merci de leurs

suite en page 7

On n'est pas des enfants d'école

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON—L'école, c'est pas drôle! La jeune France de la pièce *On n'est pas des enfants d'école* sait particulièrement ce que c'est car son «prof» ne la comprend pas. Pourquoi les grandes personnes croient-elles qu'elles connaissent tout? Pourquoi les enfants ne pourraient-ils pas, eux aussi, montrer des choses aux grandes personnes?

On n'est pas des enfants d'école, de l'auteur québécois Gilles Gauthier, est la nouvelle pièce pour enfants présentée par l'UniThéâtre cet automne dans les écoles d'immersion et francophones de la province.

Armée de sa «musique à bouche» et aidée par ses amies les marionnettes, France (Chantal Bock) tente de conquérir le coeur de son professeur (Martin Fournier), un homme plutôt condescendant. Les deux personnages, qui sortent directement d'un univers clownesque, sont drôles, simples et attachants. Chacun, dans sa vie de grande et de petite personne, découvrira qu'il faut être attentif à ce que dit l'autre, que chacun peut apprendre de l'autre.

Les chansons, la musique et les sons ajoutent beaucoup à la mise en scène et à la beauté de cette petite pièce de 50 minutes. L'instrumentiste Patrick Thibodeau se mêle aux comédiens pour interpréter quelques personnages. Mise en scène par Guylaine Normandin, *On n'est pas des enfants d'école* est un petit bijou que les enfants adoreront. «Le clown, c'est l'enfant. C'est leur monde», explique Martin Fournier. «Lorsque mon fils de 10 mois insiste pour que je joue avec lui plutôt que de faire la vaisselle, je suis convaincue que les petite personnes peuvent enseigner des choses aux grandes personnes», lance à son tour Guylaine Normandin.

Chantal Bock, Martin Fournier, Patrick Thibodeau et Nancy McAlear, technicienne, commenceront leur tournée le 11 octobre prochain à l'école J.H. Picard d'Edmonton. Ils se produiront ensuite à Jean Côté, Saint-Paul, Fort McMurray, Calgary et ailleurs. Il est toujours possible d'obtenir une représentation de la pièce dans les écoles de votre localité en communiquant avec l'UniThéâtre au 469-7193.

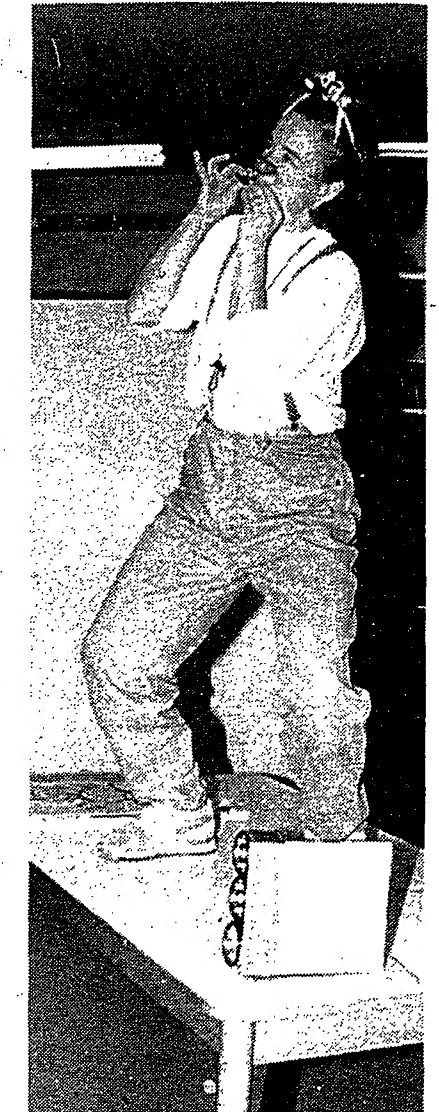


Photo: Carole Thibeault

France (Chantal Bock) joue de l'harmonica devant sa classe.

• *Scène artistique*

On travaille fort en coulisses

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — Bien que peu d'artistes de langue française seront présents au *Showcase 1994*, les diffuseurs communautaires francophones de la province s'y réuniront, les 13 et 14 octobre, pour discuter des différentes possibilités qui s'offrent à eux. Le *Showcase* est la foire annuelle de l'industrie du spectacle dans la province. Artistes et diffuseurs s'y retrouvent pour vendre ou acheter des spectacles, se mettre au courant de l'offre sur la scène artistique ou encore pour tout simplement faire des contacts.



Le comité culturel provincial de l'ACFA a fait de la diffusion de spectacles sa priorité cette année. C'est pourquoi l'association a entrepris d'organiser des ateliers pour les diffuseurs francophones lors du *Showcase*. Ces derniers sont principalement les régionales de l'ACFA et les écoles francophones. «C'est un métier que de diffuser convenablement des spectacles. Il faut négocier les contrats, s'occuper du marketing, de l'accueil, de la sonorisation, de l'éclairage... », explique Yves Caron, responsable du secteur culturel à l'ACFA provinciale.

Le but premier de cette rencontre est d'abord de permettre aux participants de jeter un regard sur l'offre de spectacles et de se concerter pour en faire l'achat. «On a toujours l'intention de faire venir des spectacles, fait remarquer Jean-Luc Simard, agent de liaison à l'ACFA régionale de Fort McMurray. Seulement, l'important avant tout, c'est de s'entendre entre régionales pour planifier des dates communes pour faire venir des spectacles à moindre coût, surtout les spectacles à grand déploiement.»

Pour Nicole Laframboise, animatrice culturelle à l'école Voyageur de Medley, le *Showcase* sera définitivement d'une grande aide. «Pour les spectacles en français, dans le moment, tout ce que j'ai reçu, c'est une annonce de l'UniThéâtre. Je n'ai rien reçu d'autre. Alors j'espère qu'au *Showcase* je vais être capable d'aller me chercher d'autres spectacles.» Selon l'animatrice, l'école offre habituellement au moins quatre spectacles par année.

Pendant les deux journées consacrées aux ateliers en français, les participants réviseront aussi les grands principes de diffusion dont ils ont déjà pris connaissance lors d'une rencontre au mois de juin. Ils apprendront également à utiliser les services de *Showcase*, de *Arts Touring Alliance of Alberta* et du comité culturel de l'ACFA. Ce dernier offre entre autres un programme d'aide au financement de diffusion de spectacles dans les communautés. Selon Yves Caron, les diffuseurs communautaires peuvent financer près de 60 pour cent de leurs spectacles en utilisant les différents services à leur disposition.

Enfin, on en profitera également pour lancer le projet pilote de Boîtes à chanson. Il s'agit d'offrir des spectacles amateurs tout en rendant les prestations le plus professionnelles possible.

Partenaires avec le Gala albertain de la chanson, les Boîtes à chanson deviendraient une source de recrutement et de formation pour les artistes. Pour l'instant, le Bistro du centre Marie-Anne-Gaboury est le seul à tenter l'expérience.

Plaisir et vie active

LUCIE LAVOIE

BONNYVILLE — Mme Antoinette Tellier est une femme énergique qui adore partager son enthousiasme. Depuis 12 ans, en plus de toutes ses activités journalières, elle s'entraînait pour participer aux *Seniors Games* qui ont eu lieu cette année à Lacombe, en Alberta, en août dernier.

«J'ai appris à nager en 1982. C'était la première année où j'ai participé aux jeux. J'ai tellement aimé l'expérience que j'y retourne chaque fois. Maintenant, j'y vais pour m'amuser et pour revoir les athlètes qui, comme moi, reviennent à tous les deux ans.»


Photo: Lucie Lavoie
Antoinette Tellier

Depuis ses débuts, elle a reçu plusieurs honneurs et, cette année, elle a obtenu la médaille d'argent. «J'étais vraiment surprise car je ne me suis pas tellement entraînée cette année pour plusieurs raisons. Mais je suis fière d'avoir remporté cette médaille dans la catégorie des plus jeunes». Âgée de 78 ans, Mme Tellier doit concourir contre des athlètes plus jeunes car elle est la seule de son âge dans cette discipline.

«J'ai du mal à m'expliquer pourquoi je suis la seule de Bonnyville qui participe à ces jeux, commente-t-elle. Il y a tellement d'activités et de disciplines auxquelles les gens peuvent s'inscrire comme par exemple le golf, le curling et même les cartes et les arts. Je connais plusieurs personnes qui aimeraient sûrement cela s'ils essayaient. Et puis on est tellement bien reçu et gâté. Ce que je vise pour l'an prochain, c'est que plus de gens participent.»

Souhaitons que le voeu de Mme Tellier se réalise et que la délégation de Bonnyville soit plus nombreuse et vienne gonfler le nombre de participants (1000 cette année) aux jeux de 1996 qui se tiendront à Saint-Paul.

Les aînés victimes...

suite de la page 5

enfants, explique Mme Laplante. Ce sont des femmes qui n'ont jamais eu d'autonomie.»

Elle explique que parfois les enfants abusent de la bonté de leurs parents pour faire leur ménage et garder les petits-enfants. Certains privent leurs parent âgés de leur indépendance. «Ils leur enlèvent toute autonomie et liberté de choix», lance-t-elle.

Certains aînés sont victimes de fraude de la part d'entreprises sans scrupules. «Ces gens essaient de faire signer des contrats pour des rénovations de maison qu'ils ne réalisent jamais ou ne livrent pas le service qui avait été promis, explique-t-elle. Les aînés ne sont pas toujours bien informés et ils sont rendus à l'âge où ils sont inquiets et très souvent font confiance à des personnes qui veulent en profiter.»

Thérèse Laplante estime qu'à cause des compressions budgétaires, l'avenir des aînés est incertain. Ils ont peur, raconte Mme Laplante, car ils seront peut-être obligés de vivre chez eux sans avoir accès aux soins à domicile adéquats pour conserver leur autonomie. «Si tu es obligé de rester à la maison et que tu n'es pas bien, explique Mme Laplante, l'isolement sera insupportable. C'est un mauvais traitement psychologique.» Elle considère qu'il est important d'informer les aînés et leur donner les moyens d'être autonomes.









Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Public Works and Government Services Canada

À VENDRE PAR APPEL D'OFFRES

Calgary (Alberta)
Lotissement résidentiel

Ancien site d'un émetteur, situé au 4425, 52e Rue nord-est, à Calgary (Alberta), à vendre par appel d'offres.

DESCRIPTION DU BÂTIMENT

Construction en béton d'un seul étage, située au-dessus du niveau du sol et datant de 1964. Lotissement zoné résidentiel, faible densité.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Mme Terry Herbert, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 9700, avenue Jasper, bureau 1000, Edmonton, Alberta, T5J 4E2, no de téléphone: (403) 497-3718.

Pour une inspection ou des documents d'offre, veuillez vous adresser à Mme Sharon Meachem, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 9700, avenue Jasper, bureau 1000, Edmonton, Alberta, T5J 4E2, no de téléphone: (403) 497-3720.

DATE LIMITE

Les offres cachetées seront acceptées jusqu'au 9 novembre 1994 à 14h. Elles devront être envoyées à l'adresse suivante:

Gestionnaire régional
Administration et politiques des contrats
9700, avenue Jasper, bureau 1000
Edmonton (Alberta) T5J 4E2

LE MINISTÈRE NE S'ENGAGE À ACCEPTER AUCUNE DES OFFRES, MÊME LA PLUS ÉLEVÉE.

Canada



Construction de défense Canada — Defence Construction Canada

DEMANDE DE DÉCLARATIONS D'INTÉRÊT EN VUE DE LA PRÉQUALIFICATION D'ENTREPRISE SPÉCIALISÉES EN IMPRESSION / REPRODUCTION

En sa qualité société d'État fédérale, Construction de Défense Canada (CDC) a le mandat de passer des marchés de construction au nom du ministère de la Défense nationale. CDC gère ainsi de six à sept cents marchés de construction par année, à l'échelle du pays.

En 1992, CDC a confié à trois différentes régions du Canada la tâche d'imprimer et de distribuer ses documents d'appels d'offres. Il s'agit donc de choisir une entreprise qualifiée de chaque région pour une période de trois ans.

Le processus de sélection compte deux étapes, dont la première consiste à solliciter des déclarations d'intérêt en vue de préqualifier des entreprises de reproduction et d'impression établies ayant une place d'affaires à Calgary ou Edmonton et possédant l'expérience et les moyens nécessaires pour assurer l'impression de documents de soumission, y compris des dessins et des devis, et pour diffuser ces documents auprès des soumissionnaires éventuels. Au moment de la seconde étape du processus de sélection, seules les entreprises préqualifiées seront invitées à présenter des soumissions.

Les entreprises qui estiment posséder les compétences nécessaires pour assurer ces services sont invitées à demander les documents de préqualification par télécopieur, à l'adresse suivante:

Services des marchés de construction
Construction de Défense Canada
Édifice Sir Charles Tupper
Aile «A», 3e étage
Promenade Riverside
Ottawa (Ontario)
K1A 0K3

Téléphone: (613) 998-9544
Télécopieur: (613) 998-1061

Les documents de préqualification dûment remplis doivent être reçus à l'adresse précitée au plus tard **le 14 octobre 1994** à 15 heures (H.A.E.).

Canada

Le programme de contestation...

suite de la page 4

gérer ce programme sans se faire accuser d'être en conflit d'intérêts. Lors de son abolition au mois de février 1992, il était d'ailleurs géré par l'Université d'Ottawa.

Le programme fonctionnera avec un budget de 2,75 millions de dollars par année. Les groupes linguistiques auront droit à 550 000$ par année au cours des cinq prochaines années, ce qui leur permettra de financer les causes d'intérêt national. Le droit à l'instruction dans sa langue par exemple, qui est garanti par l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, a été reconnu deux fois par la Cour suprême du Canada grâce aux fonds du Programme de contestation judiciaire.

Selon une fonctionnaire du ministère du Patrimoine canadien, le nouveau programme sera sensiblement le même que le précédent, «avec de petits changements». Mais on préfère, semble-t-il, laisser au ministre Dupuy le soin de divulguer tous les détails. Selon le plus récent bulletin de la Commission nationale des parents francophones (CNPF), 20 pour cent du budget annuel servira aux frais administratifs.



Revenu Canada — Revenue Canada

Êtes-vous un importateur ou un exportateur?

Si oui, ne manquez pas le colloque sur le commerce des Douanes qui aura lieu au Calgary Convention Centre le 12 octobre 1994. Des experts en matière de commerce vous feront connaître tous les rouages des processus d'importation et d'exportation.

Au programme :

- Des **séances d'information** sur un grand nombre de sujets. Vous pouvez choisir les séances d'information qui vous intéressent.
- Un **déjeuner**, suivi d'une allocution du sous-ministre adjoint, Direction générale des services frontaliers des douanes, Allan Cocksedge.
- Une **exposition** regroupant des représentants des douanes canadiennes et américaines, d'autres ministères du gouvernement fédéral et du secteur privé.

Frais d'inscription :

175 $ (TPS comprise)

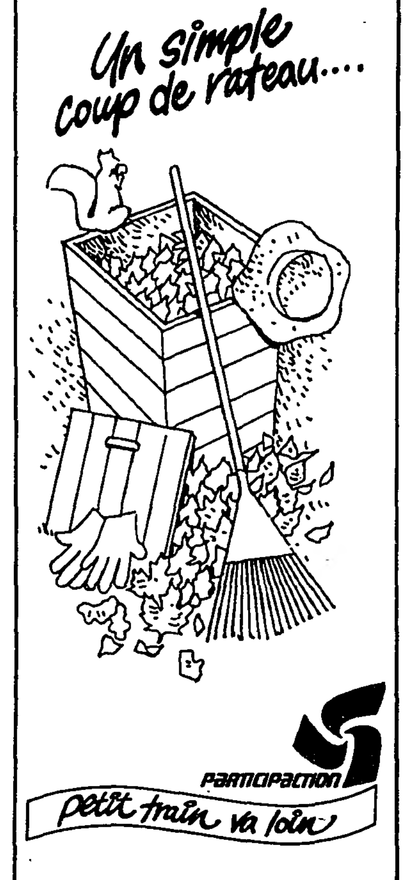
Pour plus de renseignements communiquez avec :

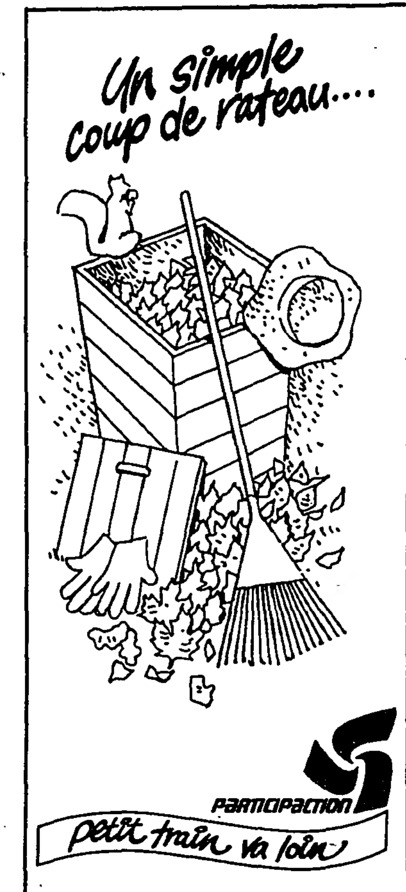
Le coordonnateur du colloque sur le commerce au (403) 292-4102



Nous sommes à votre service!

Canada







Le Mouvement des femmes chrétiennes bouge...

JEAN PERRON

ST-VINCENT—Dans la petite localité de Saint-Vincent, à environ 30 kilomètres au nord de Saint-Paul, a eu lieu, le 1er octobre dernier, le congrès annuel du Mouvement des femmes chrétiennes (MFC) du diocèse de Saint-Paul. On s'y était rendu pour apprendre les dernières nouvelles du congrès national du Mouvement qui avait eu lieu en juin et pour discuter des actions à prendre pour la nouvelle saison 1994-1995. Le thème de cette année sera «Le vent dans les voiles. Voguons vers l'avenir avec audace».

Le MFC du diocèse de Saint-Paul regroupe six équipes paroissiales: Bonnyville, Legal, Mallaig, Saint-Vincent, Morinville et Saint-Paul. Elles ont pour but d'encourager et d'aider les femmes à participer activement à la réalisation de projets communautaires en agissant comme personnes-ressources. Cette année, on tentera de rejoindre davantage les jeunes afin de les conseiller ou de leur venir en aide en ce qui a trait au financement ou à l'organisation d'activités jeunesse.

Durant ce congrès diocésain, on a aussi procédé à des élections où la présidente sortante, Diane Jalbert, a cédé son poste à Simone Brousseau. Félicitations!

Le MFC ne se retrouve pas seulement dans le diocèse de Saint-Paul mais aussi un peu partout en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, au Québec et au Nouveau-Brunswick. Lors du congrès national, on en profite donc pour se donner des buts communs afin de bâtir un monde meilleur, basé sur la famille.

En terminant, les femmes membres du MFC offrent leur aide à tous ceux qui désirent réaliser des projets communautaires. Les personnes intéressées n'ont qu'à communiquer avec le MFC de leur paroisse.

DU NOUVEAU



ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES D'EDMONTON

Dans le but de donner un meilleur service, l'Association des gens d'affaires d'Edmonton (A.G.A.E.) a maintenant une adresse postale, un numéro de téléphone et de télécopieur. Vous pouvez communiquer avec l'association à l'adresse suivante:

Association des gens d'affaires d'Edmonton
Casier postal 32155
Edmonton (Alberta) T6K 4C2
Téléphone et télécopieur: (403) 944-1351

À tous les membres ainsi qu'à ceux et celles qui veulent le devenir:
n'oubliez pas le prochain déjeuner de l'A.G.A.E.
le mercredi 12 octobre à 7h00 au Bistro
Conférencier invité: Hector Therrien, comptable agréé.

AVIS DE FERMETURE LAC ASTOTIN

À partir de maintenant et jusqu'à ce que le lac soit complètement gelé, toute activité de canotage est interdite sur le lac Astotin.

Le parc tente présentement de réintroduire le cygne trompette, un oiseau qui fait partie de la liste des espèces menacées au Canada. La direction du parc veut éviter que les cygnes soient dérangés lors de leur arrêt au lac, pendant leur migration d'automne. C'est pourquoi elle ferme temporairement le lac.

En respectant cette directive, vous faciliterez la survie de cette espèce et vous donnerez la chance à d'autres, dans l'avenir, de pouvoir apprécier eux aussi ces oiseaux.

Merci beaucoup.

Le directeur
du parc national Elk Island

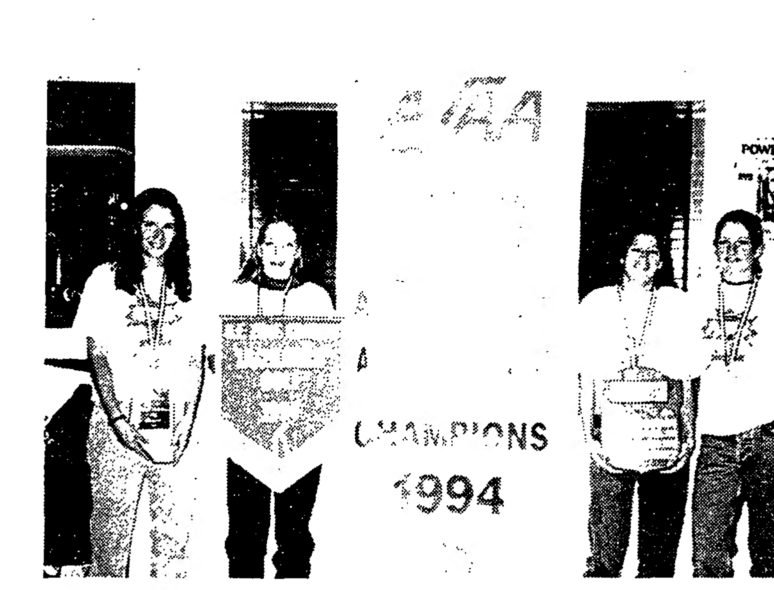


CRTC Décision Canada

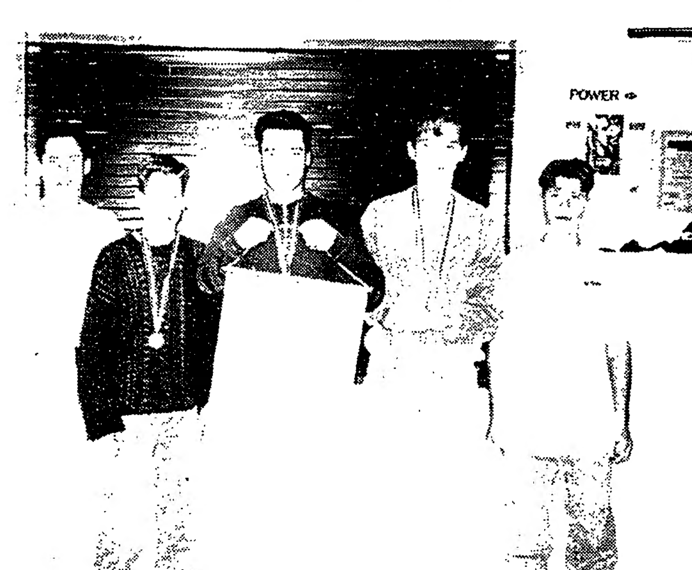
Décision 94-670. **Shaw Cablesystems Ltd. on behalf of DMX Canada Ltd.**, Edmonton (Alb.) **Cogeco Radio-Télévision Inc.**, Montréal (Qc.). Annulation, par vote majoritaire, des décisions CRTC 93-235 et 93-236 à la suite du nouvel examen de ces décisions concernant des demandes de licences d'exploitation de nouvelles entreprises de programmation sonore payante. «Vous pouvez consulter les documents du CRTC dans la «Gazette du Canada», Partie I; aux bureaux du CRTC; dans les bibliothèques de référence; et aux bureaux de la titulaire pendant les heures normales d'affaires. Pour obtenir copie de documents publics du CRTC, prière de communiquer avec le CRTC aux endroits ci-après: Ottawa-Hull, (819) 997-2429; Vancouver, (604) 666-2111.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes — Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Vive le golf



Danielle Romanick, Michelle Robert, Carey Storoschuk, Carole Lemire.

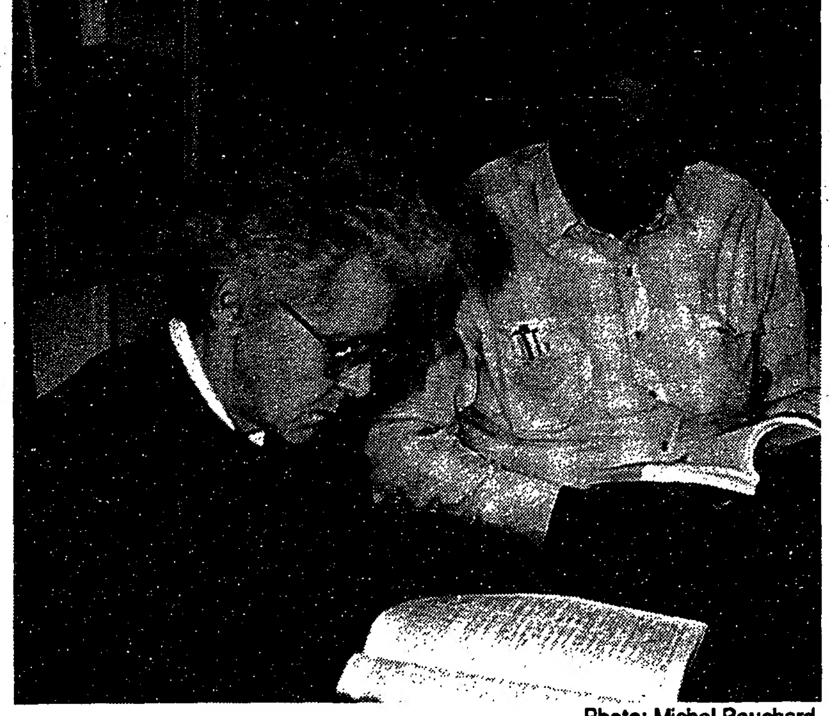


David Storoschuk, Joel Dechaine, Serge Bérubé, Jared Hunter, Jared Sylvestre.

LUCIE LAVOIE

BONNYVILLE — Voici les élèves de l'école secondaire Notre-Dame de Bonnyville qui ont participé au championnat provincial de golf qui s'est déroulé à Wetaskiwin, les 23 et 24 septembre. L'équipe féminine s'est classé première tandis que l'équipe masculine a terminé en quatrième position. L'entraîneur, Paul Monaghan, est fier de ces résultats et se dit confiant que ses équipes l'emporteront encore l'an prochain.

Les mordus de généalogie


Photo: Michel Bouchard

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON—Des passionnés de la généalogie iront, le printemps prochain, fouler le sol de la mère patrie.

Georgette Brodeur, une des responsables de la Société généalogique du nord-ouest, explique qu'environ 20 membres de l'association se rendront en France au mois de mai pour trois semaines. «On ne fait pas du tourisme, lance-t-elle. Notre but c'est de visiter les lieux d'où viennent nos ancêtres.» Le groupe sera divisé en deux: certains visiteront la France septentrionale, d'autres la France méridionale. Georgette Brodeur raconte qu'elle a déjà visité Paris et les environs, donc, elle profitera de ce voyage pour faire des recherches dans le sud de la France.

Le groupe est composé de francophones et d'anglophones. «Il y a des Canadiens qui ne savaient pas qu'ils avaient des ancêtres francophones, explique-t-elle. Ils se sont découvert une grand-mère Blais ou un grand-père Charpentier qui venait directement de la France.»

La Société généalogique du nord-ouest organise, en outre, une série d'ateliers pour cet hiver. Ces ateliers visent à initier les participants aux recherches généalogiques ainsi qu'à approfondir leurs connaissances des ressources disponibles. Le mercredi 26 octobre, la Société tiendra sa réunion annuelle.

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. Vous devez calculer 7% de TPS.
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581 avant le lundi à midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82 Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

Coop d'habitation «Le quartier du collège» reçoit les applications pour la location d'apartements dans l'avenir. SVP contactez Rose-Marie Tremblay: 469-1116. (2-12)

Gardienne d'enfants francophone avec expérience disponible du lundi au vendredi (pour enfants 1 ans et plus). Demeure sur rue de la Faculté. Appelez Maryse: 465-3567. (14-10)

Cartes d'affaires

Paroisses francophones

Messes du dimanche

EDMONTON

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165 Rue
Dimanche: 10h30

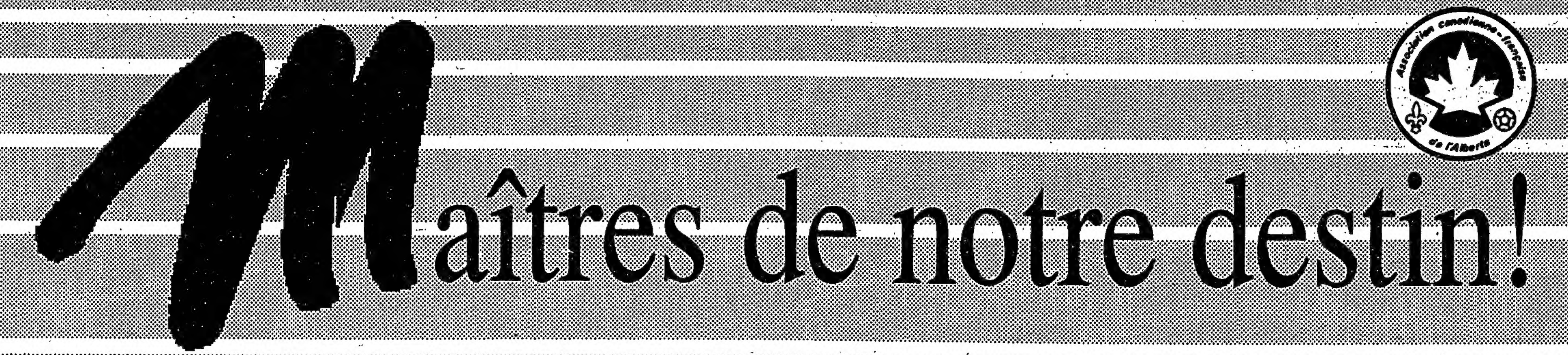
Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89 Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30
Lundi au vendredi: 17h

Base Militaire d'Edmonton
à la chapelle de Lancaster Park
Samedi: 19h

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5e Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30



L'ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE L'ALBERTA TIENDRA SON *ROND-POINT 94* Les *14, 15 et 16 octobre*

au Convention Inn South à Edmonton (4404 Calgary Trail South)

Réservez votre chambre avant le 10 octobre et profitez de notre tarif spécial de 58$ + T.P.S.
Téléphone: 1-800-661-1122

Service de garderie disponible
Si vous voulez que vos enfants fréquentent la piscine, apportez leurs maillots et gilets de sauvetage car il n'y a pas de gardien à la piscine.

Horaire provisoire du Rond-Point

Vendredi 14 octobre

17h00	Lancement du livre de France Levasseur-Ouimet ***(REPORTÉ EN NOVEMBRE)***
	A.G.A. de l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta **Invitée**: L'honorable Joanne B. Veit, juge à la Cour du banc de la Reine
	Exposition de stands (kiosques)
19h30	Invitation à tous! Venez célébrer l'obtention de la gestion scolaire
21h00	Piano-Bar: Denise Lavallée (Edmonton), Denise Hart (Plamondon), Eric Lapointe (Fort McMurray)

Samedi 15 octobre

8h00	**Déjeuner libre à vos frais**
	Exposition de stands (kiosques)
8h00 à 10h00	Table de concertation provinciale
9h00 à 11h00	Ateliers: • Prévention de la toxicomanie chez les jeunes de 2e, 3e et 4e année par Alberta Language Services Branch

Samedi 15 octobre

	• Moyens d'intégrer les familles exogames dans nos activités *(Atelier en anglais)* (Frank McMahon)
	• Le développement culturel au Canada français, perspective albertaine (Sylvio Boudreau FCCF)
	• Les aîné-e-s victimes de mauvais traitements (Nicole Laframboise, Jean Patenaude, FAFA)
	• Correspondants du *Franco* (Pascale Bréniel)
	• Concertation dans le dossier jeunesse entre les ACFA régionales et FJA (Paul Dumont)
10h15-11h30	• Les enjeux du référendum québécois (Mary Moreau et Michel Bastarache)
12h00	Dîner
13h30	Assemblée générale annuelle
18h00	Cocktail
18h30	Banquet Allocation d'ouverture par l'Honorable Anne McLellan, ministre des Ressources naturelles Remise des Prix d'excellence de l'ACFA Danse avec le groupe Whispering Sounds

Dimanche 16 octobre

9h30	Célébration liturgique à la paroisse St-Thomas d'Aquin
11h00	Brunch

Avis de convocation

Vous êtes invité-e-s à venir assister à l'assemblée générale annuelle qui se déroulera le samedi 15 octobre prochain à 13h30.

Projet d'ordre du jour

1. Élection d'un-e président-e d'assemblée
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle 1993
4. Suites au procès-verbal
5. Rapport du président
6. Rapport du vérificateur
7. Nomination d'un-e vérificateur-trice pour l'année 1994-1995
8. Élections au comité exécutif de l'ACFA provinciale
   a) nomination d'un-e président-e d'assemblée
   b) rapport du comité des candidatures
   c) élection à la présidence
   d) élections à la vice-présidence
9. Varia
10. Levée de l'assemblée

Par respect pour la direction de l'hôtel, achetez vos billets avant le 12 octobre.

Formulaire d'inscription

Je veux réserver mes billets pour le Rond-Point

Nom ______________________

Adresse ______________________

Ville ____________ Code Postal ____________

Billets (Déjeuners libres)

☐ Dîner 15 $ ☐ Garderie
☐ Banquet 30 $ ☐ Allergies alimentaires:
☐ Brunch 12 $ ____________

Faire parvenir à: **l'ACFA Provinciale**
#200, 8923 - 82e Avenue
Edmonton, Alberta
T6C 0Z2

Les billets réservés seront facturés.
Aucun billet disponible à la porte.

Pour plus de renseignements, adressez-vous à David Fréchette au 466-1680.

C'est un rendez-vous!